



Marylise Léon, secrétaire générale de la CFDT

Marie-Hélène Ska, secrétaire générale de la CSC (Belgique)

RICHESSES, IMPÔTS « Nous sommes inquiètes sur les efforts non partagés »

Le terme d'austérité revient dans le débat public, notamment pour satisfaire aux exigences du nouveau cadre budgétaire européen, alors que les déclarations se succèdent sur les politiques sociales en France.

Rencontre au Parlement européen avec Marylise Léon (CFDT) et Marie-Hélène Ska, à la tête de la Confédération des syndicats chrétiens (CSC) en Belgique.

– Cinquante milliards d'ici à 2027 en France, 27 en Belgique... Ce sont les économies réclamées par les gouvernements pour respecter le cadre budgétaire européen. C'est le retour de l'austérité ?

Marylise Léon : « Je ne parlerai pas d'austérité, plutôt d'efforts à réaliser. Et nous sommes inquiètes sur les efforts non partagés. Il y a un enjeu démocratique. Nous avons demandé une conférence des finances publiques pour enfin poser les vraies questions, on ne peut pas se contenter de limiter les dépenses. Il faut aussi évoquer les recettes pour équilibrer un budget. Nous réclamons depuis de nombreuses années une réforme fiscale en France pour répondre aux défis du vieillissement, des transitions numérique et écologique. Or, on a un gouvernement qui raisonne purement budgétairement et pas en investissements comme nous le souhaiterions. »

– Ces économies à réaliser, c'est trop demander aux Français ?

M. L. : « Cela dépend qui paye et qui contribue. La question n'est pas de se demander s'il faut faire des économies, mais qui porte l'effort et comment le répartir plus justement. »

– En Belgique, les défis sont-ils similaires ?

Marie-Hélène Ska : « Le Pacte de stabilité a eu pour principal impact d'entraîner des réformes structurelles dans la plupart des

pays européens. Cela voulait dire un recul de l'âge de la retraite, chez nous à 67 ans, la fin des régimes de départ en retraite anticipée et donc l'explosion du nombre de malades de longue durée. Cela conduit à une austérité majeure avec une réduction des dépenses dans la protection sociale, alimentant une profonde défiance par rapport au monde politique.

Des élections générales vont avoir lieu en Belgique, tous les partis promettent d'investir et d'améliorer le travail au quotidien, mais ces promesses seront rigoureusement impossibles à tenir s'il faut faire 27 milliards d'économies, et sans lever le tabou des recettes nouvelles par des impôts. »

« On ne peut pas se contenter de limiter les dépenses. »



– Faut-il donc changer les règles européennes ?

M. L. : « Il faut une règle mais pas celle-ci. Quand dans une classe la majorité des élèves décrochent, on peut se demander si ce sont les élèves qui ne sont pas bons ou si c'est la règle qui ne l'est pas. C'est la même chose pour les règles budgétaires européennes. »

M.-H. S. : « Nous disons que les investissements en faveur de la transition écologique (reconversions massives dans les transports, la chimie, l'énergie comme pour les gigafactories dans le Nord) doivent sortir du cadre budgétaire. Sans quoi, vous avez un décalage énorme entre les déclarations sur les besoins de protection des populations et la réalité de ce qu'il va advenir. »

– Que pensez-vous du projet d'initiative citoyenne européenne (ICE) visant à taxer les grandes fortunes européennes ?

M. L. : « C'est une façon de mobiliser les citoyens européens. On a un Green Deal qui n'est pas encore en vigueur, qui est pointé du doigt alors qu'il doit soutenir des investissements pour une agriculture plus durable. C'est une partie de la solution qui est pointée comme un problème. Donc cette initiative citoyenne européenne avec 10 millions de signatures dans sept pays d'ici à octobre, c'est très intéressant et cela soutiendrait les investissements à faire. »

– Mais cette Europe libérale refuse en général les augmentations d'impôts...

M. L. : « On a perdu le sens de l'impôt. En 2017, le gouvernement d'Emmanuel Macron, pour des raisons de pouvoir d'achat, a voulu supprimer les cotisations salariales sur l'Assurance chômage. Mais l'impôt est un investissement du salarié pour sa propre protection et pour celle de l'ensemble de la population. On a aujourd'hui un ministre de l'Économie qui nous dit que le problème, c'est le modèle social et qu'il faut en finir avec la gratuité. C'est un discours politique qui nie l'utilité de l'impôt pour financer les services publics. »

“ Quand dans une classe la majorité des élèves décrochent, on peut se demander si ce sont les élèves qui ne sont pas bons ou si c'est la règle qui ne l'est pas. ”

– On évoque une prolongation de la taxe sur les superprofits des énergéticiens ou un impôt européen vert sur la fortune...

M. L. : « Nous pensons en effet qu'il faut taxer davantage le capital. Il faut taxer les superprofits. Je n'ai pas de problème avec les riches. La question n'est pas celle de savoir s'ils doivent tout payer mais si tout le monde doit contribuer en fonction de ses moyens. On a aujourd'hui un réel problème de répartition de la richesse et cela mine la cohésion sociale. Je suis sidérée, après la crise du Covid, de voir revenir les vieux réflexes de 2019 : comme on ne veut pas augmenter les impôts, on va faire payer ceux qui sont au travail. »

M.-H. S. : « Par la porte ou par la fenêtre, il va falloir s'attaquer au plus grand vecteur d'inégalité, les rentes, qui ont explosé. L'OCDE a montré qu'il était possible de fermer un certain nombre de niches fiscales et d'avoir un impôt minimum partout en Europe. Le bureau fédéral du Plan belge a chiffré les gains d'un impôt sur la fortune à plusieurs milliards d'euros par an. Cela permettrait d'absorber les économies à réaliser (27 milliards) pour respecter les

BIOGRAPHIES EXPRESS

► Âgée de 55 ans, **Marie-Hélène Ska** a poursuivi des études en sociologie et en économie avant d'entrer à la Confédération des syndicats chrétiens en 1993 au service d'études. Secrétaire nationale en 2009, elle est désignée cinq ans plus tard secrétaire générale de la principale organisation syndicale belge qui compte aujourd'hui 1,6 million d'adhérents salariés.

► Âgée de 47 ans et titulaire d'un DESS de chimie, **Marylise Léon** intègre la Fédération chimie énergie-CFDT en 2008. Lors du congrès de Marseille en 2014, elle est élue secrétaire nationale chargée des questions industrielles. Éluée secrétaire générale adjointe de la CFDT en 2018, Marylise Léon se distingue lors de la mobilisation contre la réforme de l'Assurance chômage en 2019. En juin 2023, sur proposition de Laurent Berger, elle lui succède au poste de secrétaire générale du premier syndicat français par le nombre de syndiqués (612 205 adhérents annoncés en 2022).



règles injustes du budget européen. Ce serait un signal fort pour les populations. »

– Gabriel Attal qui annonce une nouvelle réforme de l'Assurance chômage. C'est un « casus belli » ?

M. L. : « Si le gouvernement annonce une réforme, c'est qu'il s'assoit sur les négociations entre les partenaires sociaux qui devaient s'achever le 8 avril. Je ne comprends pas cet empressement. Et sur le fond, c'est une énième réforme pour diminuer les droits. L'objectif n'a rien à voir avec le plein-emploi.

Enfin, le gouvernement assume sa totale incohérence. Selon le principe de contracyclicité, la dernière réforme prévoyait une diminution des droits seulement si la conjoncture s'améliorait. Il nous explique aujourd'hui l'inverse ! Je le redis, le régime d'Assurance chômage n'est pas une variable d'ajustement budgétaire. »

“ Si le gouvernement annonce une réforme, c'est qu'il s'assoit sur les négociations entre les partenaires sociaux. ”

– Projets d'Assurance chômage européenne, de SMIC européen... L'Europe sociale avance-t-elle ?

M.-H. S. : « Elle avance ! L'Europe n'avait pas la main sur la santé, elle l'a prise avec le Covid. Elle n'avait pas la main sur l'énergie, elle l'a prise. Avec la guerre aux portes de l'Europe, elle a essayé de parler d'une seule voix. L'Europe a avancé avec le mécanisme SURE (de réassurance chômage en cas de crise) et avec le salaire minimum. Elle s'est dotée d'une feuille de route avec le socle des droits sociaux européens.

La réalité aujourd'hui, c'est qu'il faut apporter des protections sociales aux travailleurs qui bougent en Europe et qu'on protège ceux qui restent chez eux. Ce n'est pas en vidant la Tchéquie ou le Portugal de leur main-d'œuvre qu'on va s'en sortir. Aujourd'hui, ce qui remonte, c'est un be-

“ Ce qu'on se dit sur le besoin d'une Europe sociale et écologique serait paralysé par les députés d'extrême droite. ”



soin de sécurité, alors que le panier alimentaire est plus cher, que trouver un logement est plus difficile, que les périodes d'inactivité sont plus nombreuses. Quand, face à cela, la majorité des partis parlent de réformer l'Assurance chômage ou les retraites, comment s'étonner du désamour envers les politiques ! »

– Laurent Berger évoquait une société fatiguée. On est au bord de la rupture ?

M. L. : « Les travailleurs sont inquiets. Dans les cortèges, on me parle des conditions de travail, de considération, d'autonomie, de reconnaissance, de formation continue. La moyenne des fonctionnaires, c'est deux jours de formation par an. Comment se projeter dans votre métier ? Pas étonnant que la société soit fatiguée. Mais je vois aussi des militants et des collectifs qui veulent relever les défis, avec des

formes d'engagement nouvelles. Il y a plein d'espoir. »

– Sur l'égalité femmes-hommes, une directive européenne, adoptée en mai, impose aux États membres la mise en place d'ici à juin 2026 de règles de transparence des rémunérations. Où en est-on ?

M. L. : « À la différence de la Belgique, il y a en France un tas de dérogations qui autorisent les entreprises à ne pas communiquer leur index d'égalité salariale. Toutes les sociétés de moins de 50 salariés ne sont pas concernées. Ce qui fait que seulement 25 % des travailleurs sont couverts. Pourtant, cette transparence est indispensable. J'entends déjà les syndicats patronaux nous rétorquer que c'est trop compliqué. Mais on ne peut pas être pour l'égalité salariale et répondre ça. »

– Trois partis affiliés à l'extrême droite sont en tête des sondages en France, en Belgique et aux Pays-Bas. Qu'est-ce que ça vous inspire ?

M.-H. S. : « Si les responsables politiques nient la question des conditions de travail, s'ils s'obstinent à regarder les rentes augmenter tandis qu'à l'autre bout, on ne sait pas comment finir le mois, comment être surpris ? Qu'on habite en Finlande, où les droits sociaux sont violemment attaqués, en Autriche ou dans les pays du Sud, partout on voit des gens qui se lèvent très tôt, qui ne doivent pas juste "traverser la rue" pour trouver du boulot et qui luttent pour améliorer leurs conditions de travail. L'extrême droite s'en soucie, à condition qu'on soit bien né, qu'on soit un homme, blanc... C'est l'inverse du projet syndical que nous portons au niveau européen. On a besoin les uns et des autres. »

M. L. : « Respect et dignité, c'est ce qu'on a le plus entendu durant la réforme des retraites. Il faut que les partis comprennent ce que les gens vivent et trouvent des solutions à leurs problèmes. Ce qu'on se dit sur le besoin d'une Europe sociale et écologique serait paralysé par les députés d'extrême droite. Car leur stratégie, c'est de détricoter de l'intérieur ce qui a été fait. Il n'y a rien de bon pour les travailleurs. Mais ce n'est pas une fatalité. » ■

GLOSSAIRE

- **Green Deal (ou Pacte vert).** Ensemble d'initiatives politiques proposées par la Commission européenne dans le but primordial de rendre l'Europe climatiquement neutre en 2050.
- **Pacte budgétaire européen.** Mécanisme créé en 2012 qui impose aux États de la zone euro de ne pas dépasser les 3 % de déficit public et les 60 % de dette par rapport au PIB (l'ensemble des richesses créées), sauf à s'exposer à des sanctions. En France, le déficit s'élève à 5,5 % du PIB et la dette à 110,6 %. En Belgique, le déficit atteint 4,6 % et la dette 105 %.
- **Superprofits.** Terme qui désigne des profits exceptionnels réalisés par un effet d'aubaine. Par exemple lorsque TotalEnergies voit ses profits exploser en raison de la flambée des cours du pétrole liée à la guerre en Ukraine.
- **Mécanisme SURE.** Dispositif européen de soutien pour atténuer les risques de chômage en cas d'urgence, lancé pendant la crise du Covid pour aider les États membres fragilisés.